



5.1 Questions

Le travail entrepris aux quatre coins du monde et la présente synthèse que nous avons réalisée à l'issue de cette initiative nous enseignent que ce projet a soulevé autant de questions qu'il a apporté de réponses probantes. Etant donné la nature enchevêtrée des problématiques liées à la valeur et au rôle des données, qui sont en train de subir des mutations conséquentes dans plusieurs domaines, cela n'est pas du tout surprenant. Bien que le chapitre précédent ait apporté quelques conclusions issues de notre recherche, nous pouvons constater qu'il y a des problématiques supplémentaires dont il faut débattre.

Afin de continuer à stimuler le dialogue, surtout en ce qui concerne les enjeux spécifiques pour les différentes organisations, nous suggérons ci-dessous quelques questions qui pourraient susciter des échanges. Nous proposons pour chaque type d'acteurs (citoyens, entreprises, gouvernements) un ensemble de dix questions qui méritent réflexion.

Questions pour les citoyens :

1. Comment l'éducation peut-elle nous aider à naviguer sur Internet, sur les plateformes numériques et à interagir dans les réseaux sociaux ? Qui est le mieux placé pour nous former ?
2. Comment nous assurer que nous avons les compétences nécessaires pour travailler dans l'ère du numérique ? Avons-nous besoin de nous former ou de nous maintenir à jour afin de participer activement à l'économie du numérique ?
3. Comment savoir si nos données sont évaluées de manière juste ? Quand pouvons-nous les échanger contre autre chose ?
4. La « propriété » est-elle un concept utile ou pratique quand il s'agit de certains types de données, comme les données personnelles ? Si non, quels autres concepts pourrait-on utiliser à la place ?
5. Comment faire pour être plus conscients de nos droits et responsabilités individuelles en ligne ? Les citoyens devraient-ils être plus proactifs dans la prise de décisions sur la façon dont leurs données pourraient générer de la valeur ?
6. A qui pouvons-nous faire confiance pour gérer nos données ? Pourquoi ?
7. Quel devraient être les droits numériques les plus importants ? Doivent-ils varier en fonction des cultures et des régions ?
8. Etant donné que nous vivons une époque de surveillance exacerbée, la vie privée est-elle importante ? Pouvons-nous la préserver ?
9. Serions-nous prêts à payer des services en échange d'une vie privée et d'une confidentialité renforcée ?
10. Apprécierions-nous que nos données soient partagées pour défendre des causes sociales ?

Questions pour les entreprises :

1. Les organisations qui collectent de grandes quantités de données peuvent générer de la valeur substantielle pour les personnes physiques, les sociétés, l'économie et elles-mêmes. Toutefois, elles peuvent parallèlement concentrer des pouvoirs excessifs ou utiliser le pouvoir dont elles disposent de manière injuste ou inappropriée. Comment faire face de la meilleure manière à ces risques ? Qui doit y faire face ?
2. En dehors de la propriété, quels mécanismes pourrait-on utiliser pour conférer des droits, des avantages et assigner des responsabilités, liés aux données, aux différents acteurs, notamment les gouvernements, les sociétés de technologie, les grandes multinationales et les personnes physiques ?
3. Est-il possible d'élaborer un « langage commun » adopté à l'échelle mondiale par les acteurs clés qui utiliseraient les mêmes termes et définitions pour décrire ce qui se passe avec les données ?
4. Y a-t-il une compréhension suffisante chez les décideurs politiques, leur permettant de gérer convenablement la transition et les impacts des technologies numériques ? Les régulateurs peuvent-ils contribuer à améliorer la culture numérique ?
5. S'il est impossible de concrétiser le « consentement éclairé », quelle serait l'alternative ?
6. Comment les décisions relatives à tous ces enjeux devraient-elles être mises en œuvre ?
7. Si la dynamique relative à la souveraineté des données se poursuit, sera-t-il possible de garantir un marché international pour les données ?
8. Qu'est-ce qui pourrait nous motiver à donner accès à nos ensembles de données pour l'intérêt général ? Qu'est-ce qui caractérise des données ouvertes de « bonne qualité » ?
9. Compte tenu de la course à la collecte, au stockage et à l'utilisation des données et compte tenu des avantages commerciaux que cela implique, comment les entreprises pourront-elles garantir que les questions éthiques ne seront pas marginalisées ? Comment faire pour prendre en compte l'immense diversité de croyances morales et éthiques véhiculées par les différentes cultures ?
10. Que faut-il pour être digne de confiance ?

Questions pour les gouvernements :

1. Si l'on estime qu'une entité commerciale dispose de trop de pouvoir ou exerce son pouvoir de façon irresponsable, quels sont les mécanismes appropriés pour agir de manière efficace ?
2. Comment les gouvernements peuvent-ils permettre aux citoyens de jouer un rôle plus important dans la prise des décisions relatives à la façon dont on peut tirer de la valeur de leurs données, que ce soit à leur profit ou pour d'autres ?
3. Quand est-il nécessaire ou souhaitable de laisser les données circuler au-delà des frontières nationales ? Quelles règles appliquer à quels types de données (données personnelles ou non personnelles) ? Dans quelles circonstances et pour quels usages ?
4. Comment gérer les litiges liés à la collecte et à l'utilisation des données entre différentes entités et juridictions (locales, régionales, internationales) ?
5. Quelles entités sont appropriées et à quelle échelle (locale, régionale, internationale) pour orienter ces processus et comment faire en sorte a) qu'elles soient légitimes aux yeux des acteurs clés et b) qu'elles soient efficaces ?
6. Quelle est la meilleure façon de prendre en compte les préoccupations des acteurs clés (notamment les dangers d'un nouvel impérialisme des données, les risques que le confinement des données sape l'innovation et la prospérité économique) ?
7. Les données issues de l'Internet des objets (IdO) auront-elles plus de valeurs si elles sont propriétaires ou plutôt libres ? Comment déterminer clairement quelles données seront libres d'accès, pour quels usages ? Qui doit en décider ?
8. Comment peut-on créer un environnement réglementaire favorable à la concurrence tout en encourageant un comportement responsable vis-à-vis des données, de la part des organisations fortement dépendantes des données ?
9. Des sources de valeur commerciale sont en train d'être créées à partir des informations publiques, académiques et gouvernementales qui sont exploitées par les entreprises privées. Est-il possible de limiter la « privatisation » des données ouvertes ?
10. Les innovations liées à l'intelligence artificielle (IA) et à l'apprentissage machine nécessitent-elles une forme de gouvernance ou une approche réglementaire différentes ?

Contexte

Notre objectif ? Mieux comprendre la façon dont les perspectives et les priorités diffèrent à travers le monde, et utiliser les diverses voix et points de vue pour aider les gouvernements, les organisations, et les individus à mieux comprendre ce qu'ils doivent faire pour réaliser le plein potentiel des données.

Notre objectif ? Mieux comprendre la façon dont les perspectives et les priorités diffèrent à travers le monde, et utiliser les diverses voix et points de vue pour aider les gouvernements, les organisations, et les individus à mieux comprendre ce qu'ils doivent faire pour réaliser le plein potentiel des données.

À partir des multiples discussions, 6 thèmes généraux ont été identifiés ainsi que 12 changements futurs connexes, tels que résumés dans le diagramme ci-dessous.



Sur Future Agenda

A propos de Future Agenda Future Agenda est un Think Tank libre et un cabinet de conseil. Nous aidons les organisations de toutes tailles à explorer les opportunités émergentes, à identifier les nouvelles plateformes de croissance et à amorcer des innovations qui font la différence. Fondée en 2010, Future Agenda a initié une approche de prospective libre en créant un forum où se rejoignent les dirigeants experts des entreprises de tous les domaines, de la sphère académique, du secteur public non financier et de l'Etat. Le but de cette émulation est de rapprocher les éclairés des influents, de mettre les hypothèses à l'épreuve et d'ouvrir une fenêtre sur l'avenir afin de susciter un impact positif et durable.

Pour plus d'information et pour consulter toutes nos études prospectives, visitez notre site et contactez-nous www.futureagenda.org

Contact:

Dr Tim Jones – Programme Director,
tim.jones@futureagenda.org

Caroline Dewing – Co-Founder,
caroline.dewing@futureagenda.org

Texte © Future Agenda
Images © istockimages.com
Version anglaise publiée pour la première fois en novembre 2019 par:
Future Agenda Limited
84 Brook Street
London
W1K 5EH